Nations Unies A/61/307

Assemblée générale

Distr. générale
5 septembre 2006
Français
Original : anglais

Soixante et unième session
Point 56 a) de l'ordre du jour provisoire*
Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement : mise en œuvre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006)

Célébration de l'Année internationale du microcrédit (2005)

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est présenté en application de la résolution 59/246 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 2004, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général d'établir un rapport sur la célébration de l'Année internationale du microcrédit (2005). On trouvera dans le présent rapport des informations sur les activités commémoratives et les initiatives entreprises à tous les niveaux pour réaliser les objectifs de l'Année. On y trouvera également un aperçu des efforts déployés au niveau national, qui ont largement contribué au succès de l'Année. Le rapport met en relief les principales activités et manifestations qui ont été organisées au niveau international dans le cadre de l'Année en partenariat avec divers acteurs. Il conclut que la célébration de l'Année a contribué à faire mieux connaître partout le microcrédit et le microfinancement en tant qu'instruments de premier plan dans la lutte contre la pauvreté et en tant qu'éléments importants des actions collectives tendant à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

* A/61/150.

06-48762 (F) 041006 041006

Table des matières

		Paragraphes	Page
I.	Introduction	1–3	3
II.	Accords institutionnels	4–6	4
III.	Activités au niveau national	7–44	5
	A. Comités nationaux	7–8	5
	B. Afrique	9–16	5
	C. Asie et Pacifique	17–28	7
	D. Europe	29–35	10
	E. Amérique latine et Caraïbes	36–41	12
	F. Amérique du Nord	42–44	14
IV.	Activités au niveau international	45–68	15
	A. Communication et promotion	45–48	15
	B. Le projet « Livre bleu »	49-52	15
	C. Le projet de collecte de données	53–55	16
	D. Global Microentrepreneurship Awards	56	17
	E. Forums internationaux	57–58	17
	F. Système des Nations Unies	59–68	18
V.	Conclusions et recommandations	69–72	21

I. Introduction

1. Dans sa résolution 53/197 du 15 décembre 1998, l'Assemblée générale a proclamé l'année 2005 comme l'Année internationale du microcrédit dans le but de donner un élan aux programmes de microcrédit à travers le monde. L'Assemblée a invité les Gouvernements, les organismes des Nations Unies et toutes les organisations non gouvernementales concernées, ainsi que les autres acteurs de la société civile, le secteur privé et d'autres acteurs à mettre en lumière et à faire mieux connaître le rôle que joue le microcrédit dans l'élimination de la pauvreté, la contribution qu'il apporte au développement social et les effets bénéfiques qu'il exerce sur les conditions de vie des personnes vivant dans la pauvreté. Dans sa résolution 58/221 du 23 décembre 2003, l'Assemblée générale a invité le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) à coordonner conjointement les activités menées par les organismes des Nations Unies pour préparer et célébrer l'Année. Elle a également invité les États Membres, les organismes compétents des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et la société civile à collaborer aux préparatifs et à la célébration de l'Année. Dans sa résolution 59/246 du 22 décembre 2004, l'Assemblée générale a décidé de consacrer à sa soixante et unième session une séance plénière à l'examen des résultats de l'Année internationale du microcrédit et a prié le Secrétaire général d'établir un rapport sur la célébration de l'Année.

2. Le présent rapport recense les activités et initiatives entreprises aux niveaux national, régional et international dans le cadre de la célébration de l'Année, compte tenu des réponses que les États Membres[1] ont données à la note verbale du Secrétaire général datée du 31 décembre 2003. Il renferme également les informations concernant la célébration de l'Année fournies par les comités nationaux au Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et au FENU, ainsi que les réponses transmises par les organisations concernées du système des Nations Unies[2]. En outre, le FENU a établi un rapport final distinct contenant plus de détails sur la célébration de l'Année, qu'il diffusera plus largement[3].

3. Comme il est indiqué dans le programme d'action[4], les objectifs principaux de l'Année étaient d'évaluer et de promouvoir la contribution du microcrédit et du microfinancement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement; faire mieux connaître le microcrédit et le microfinancement;

---

[1] Afrique du Sud, Algérie, Bangladesh, Bélarus, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, El Salvador, Équateur, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, France, Géorgie, Israël, Jamahiriya arabe libyenne, Koweït, Lettonie, Liban, Maurice, Mexique, Monaco, Mongolie, Oman, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Thaïlande, Trinité-et-Tobago et Ukraine.

[2] Commission économique pour l'Afrique; Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; Fonds international de développement agricole; Fonds monétaire international; Fonds des Nations Unies pour l'enfance; Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture; Banque mondiale et Programme alimentaire mondial.

[3] Nations Unies (2006), *Building Inclusive Financial Sectors for Development*, publication des Nations Unies, numéro de vente: 06.II.A.3.

[4] Voir A/58/179, sect. II.

promouvoir des secteurs financiers accessibles à tous, notamment aux personnes pauvres; appuyer l'accès durable à ces services, et encourager l'innovation et le partenariat. Le message principal de l'Année était de créer d'urgence des secteurs financiers accessibles à tous pour aider les pauvres partout dans le monde à accéder à des services financiers peu coûteux. Les activités ont été centrées sur le microfinancement, qui, dans son acception la plus large, comprend le microcrédit et d'autres services financiers tels que l'épargne, l'assurance et le transfert d'argent.

II. Accords institutionnels

4. Le Comité de coordination créé par le Département des affaires économiques et sociales et le FENU était chargé d'entreprendre des activités de communication destinées à promouvoir le thème et les objectifs de l'Année et à favoriser l'appui aux comités nationaux et aux partenaires régionaux et internationaux. Ses activités ont porté sur quatre volets principaux : les actions de communication destinées à sensibiliser le public; l'engagement des partenaires; les manifestations spéciales et les résultats concrets de l'Année. Le Département de l'information a apporté un appui précieux à la production de supports promotionnels et à la diffusion d'informations dans le monde entier, ainsi qu'à l'organisation de séances d'information et de manifestations spéciales. Plusieurs bailleurs de fonds ont apporté un appui financier, notamment Citigroup, ING Group et Visa International. La Fondation des Nations Unies, le FENU et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont également apporté leur contribution.

5. Le Comité de coordination a invité un petit groupe de personnalités éminentes à parrainer l'Année en qualité d'émissaires, de porte-parole ou de conseillers. Les émissaires, personnalités attachées aux objectifs de l'Année, ont contribué à mieux faire connaître l'importance du microfinancement dans l'élimination de la pauvreté et ont favorisé une large participation à la réalisation des objectifs de l'Année. Ils ont assisté à des manifestations spéciales et ont exprimé publiquement leur appui aux objectifs de l'Année. Des personnalités connues du monde des arts et du spectacle ont assumé les fonctions de porte-parole en faisant connaître les objectifs de l'Année au cours d'apparitions lors de diverses manifestations publiques. Le groupe des conseillers était, quant à lui, composé de personnalités du Gouvernement, du secteur du microfinancement, des banques et du secteur privé. Les conseillers se sont attachés à faire mieux connaître le potentiel du microfinancement; à favoriser l'engagement des gouvernements, des donateurs, des organisations non gouvernementales et du secteur privé et à contribuer à faire accéder plus de pauvres à des services financiers de qualité. Grâce à leurs connaissances, leur expérience et leur disponibilité permanente, ainsi que leur attachement à promouvoir les objectifs de l'Année auprès des décideurs et à faciliter la diffusion de messages importants, ils ont largement contribué au succès de l'Année.

6. En outre, le Département des affaires économiques et sociales a invité plusieurs dirigeants d'organismes de microfinancement et de réseaux internationaux, régionaux et nationaux à former un groupe informel dénommé « Les amis de l'Année », qui ont aidé l'ONU à promouvoir les objectifs de l'Année, notamment la nécessité de créer des secteurs financiers accessibles à tous répondant aux besoins des pauvres.

III. Activités au niveau national

A. Comités nationaux

7. Les comités nationaux ont pris une grande part à la promotion du dialogue sur les meilleures pratiques entre les divers acteurs et ont aidé à déterminer les obstacles qui empêchent de nombreux pauvres d'accéder aux services financiers. Plus de 60 pays ont créé des comités et des centres de liaison nationaux et plus de 100 pays exécutent des programmes de promotion du microfinancement.

8. Pour promouvoir les objectifs de l'Année, les comités nationaux, de concert avec les gouvernements et d'autres acteurs, se sont efforcés d'atteindre les principaux objectifs suivants : remédier au déficit d'information; sensibiliser le public; gagner l'adhésion de tous les acteurs nationaux concernés à l'élaboration de programmes de microfinancement et les rendre plus accessibles aux personnes vivant dans la pauvreté. Plusieurs pays ont réussi à assurer une meilleure information. Ils ont pour cela élaboré des études, évalué les pratiques actuelles et élaboré des recommandations afin de mettre en œuvre des stratégies nationales porteuses de changements. De même, ils ont organisé des tables rondes, des conférences et des manifestations diverses pour sensibiliser le public. Ils ont, en outre, fait appel à de nouvelles méthodes de sensibilisation telles que des campagnes d'information dans les médias, la création de sites Web, des représentations théâtrales et des expositions. Les comités nationaux se sont employés à obtenir l'engagement de créer un environnement propice au microfinancement, aux institutions de microfinancement et à la microentreprise en établissant des réseaux, en mobilisant des ressources, en organisant des ateliers et en supprimant les obstacles d'ordre juridique.

B. Afrique

Informer

9. Le comité national béninois a mené une étude pour mesurer les incidences du microfinancement sur la réduction de la pauvreté. Les conclusions de cette étude, qui seront publiées en 2006, ont été analysées lors d'un colloque. À Maurice, le PNUD et le FENU, de concert avec d'autres acteurs, ont examiné la viabilité, la solvabilité et les perspectives à long terme qu'offrent les fournisseurs de microfinancements. Au Burundi, on a recensé les organismes de microfinancement et créé la première banque de données sur le microfinancement.

10. En Afrique du Sud, le South African Microfinance Apex Fund, récemment créé, vise à faciliter l'accès à des services financiers abordables. En plus d'autres initiatives importantes, ce fonds pilote un modèle sud-africain de microfinancement qui fournira des crédits aux microentreprises et aux travailleurs indépendants, des crédits pour la réduction de la pauvreté et un appui au renforcement des capacités.

Sensibiliser

11. Les pays de la région ont mené des actions de sensibilisation au moyen d'instruments divers. Des hauts fonctionnaires du gouvernement ont participé à la promotion de l'Année et nombre de personnalités nationales ont bénévolement pris part à des actions de vulgarisation. Les comités nationaux des Comores, de

Madagascar et du Malawi ont organisé des campagnes médiatiques de promotion du microcrédit dans des journaux locaux. Le comité national du Nigéria a commandé deux films dans le cadre d'un plan médiatique de promotion de l'Année, qui ont été vus par près de 80 millions de Nigérians. En plus de campagnes de sensibilisation à la télévision et à la radio, un bulletin et un site Web sur le microcrédit ont été créés à cette fin.

12. Au Botswana, l'Année a été célébrée lors de la tenue de la Foire internationale de ce pays. À cette occasion, on a mené des actions de sensibilisation du public et fait connaître des expériences réussies de microfinancement. Les comités nationaux du Burundi, de Côte d'Ivoire, du Ghana et de la Guinée-Bissau ont sensibilisé le public à travers des émissions radiophoniques, des débats, des représentations théâtrales et des documentaires. Ils ont également associé des universités à la sensibilisation des étudiants. En Angola, au Burkina Faso, au Kenya et en République centrafricaine, des cérémonies officielles présidées par des hauts fonctionnaires ont été organisées pour le lancement de l'Année. Une panoplie d'instruments de sensibilisation portant le symbole du microfinancement ont également été distribués au public pour promouvoir l'Année. En Afrique du Sud, l'Année a été officiellement lancée à la Bourse de Johannesburg.

13. De nombreuses conférences et tables rondes ont été organisées en Afrique, au cours desquelles les débats, marqués par une forte participation des pays, ont surtout porté sur la sensibilisation et les échanges de meilleures pratiques. L'Association des organismes éthiopiens de microfinancement, en partenariat avec diverses organisations, a organisé la première Conférence mondiale sur le financement de l'agriculture en Éthiopie. D'autres pays tels que l'Afrique du Sud, le Burkina Faso, le Burundi, les Comores, la Jamahiriya arabe libyenne, la Mauritanie, l'Ouganda et le Togo ont participé à des conférences et séminaires sur le rôle du microfinancement dans la réduction de la pauvreté.

14. Le Burkina Faso a organisé un séminaire éducatif sur le microfinancement à l'intention des étudiants et des cours ont été donnés à l'Université de Ouagadougou. Au Kenya, on a largement diffusé des informations dans les écoles, en menant notamment une campagne de sensibilisation dans les régions du littoral à Mombassa et dans la province de l'Est. En Algérie, un accord a été signé entre le Ministère de la formation et de l'enseignement professionnels et le Ministère du travail et de la solidarité nationale afin de promouvoir et de faire connaître le microcrédit au sein des centres de formation professionnelle. Le Sénégal a lancé son premier réseau de microfinancement (Crédit mutuel du Sénégal) et a célébré le dixième anniversaire du Programme d'appui aux mutuelles d'épargne et de crédit au Sénégal (PANMECAS), un des plus importants organismes de microfinancement.

Mobiliser

15. Plusieurs pays ont établi des partenariats pour améliorer les capacités institutionnelles pour l'offre de services financiers aux pauvres. Au Maroc, des réseaux professionnels ont été organisés pour appuyer le microfinancement au niveau national. Le comité national a mis en place un partenariat entre le Gouvernement et le secteur privé et a apporté un appui à une loi exemptant les microentreprises de la taxe sur la valeur ajoutée pendant les cinq premières années de leur activité. Le Gouvernement soudanais s'est employé à élargir les services financiers grâce à des partenariats actifs avec des organisations communautaires et

de bénévoles. Au Niger, le comité national a organisé un atelier sur le partenariat avec des organisations agricoles et des organismes de microfinancement. Le Conseil national du microfinancement a été créé et chargé de mettre en œuvre la stratégie nationale de microfinancement.

16. Le Gouvernement du Burkina Faso a créé des centres techniques interinstitutionnels d'organismes de microfinancement qui sont chargés d'offrir des services techniques concourant au développement de ces organismes. En Afrique du Sud, le Gouvernement a ouvert des crédits d'un montant de 50 millions de dollars, qui seront consacrés pendant les trois prochaines années au renforcement des capacités institutionnelles, au financement d'institutions de microfinancement en faveur des pauvres et à la sensibilisation. Le Gouvernement libyen a créé un fonds national pour l'emploi qui s'efforcera d'établir des liens entre la politique de crédit et les emplois. Il a, en outre, ouvert des crédits d'un montant de 2 milliards de dinars libyens pour le microfinancement pendant les cinq prochaines années. Une conférence sur les petits producteurs a été organisée avec la collaboration de l'Organisation internationale du Travail (OIT). En Algérie, le Fonds national d'appui au microcrédit, récemment créé, a financé plus de 3 300 projets, notamment pour l'achat de matières premières, ce qui a permis de créer presque 5 000 emplois. Le comité national du Togo, de concert avec le Gouvernement, a élaboré une stratégie de microfinancement jusqu'à 2008. La Reserve Bank du Zimbabwe a créé un comité national sur le microfinancement et compte élaborer une politique nationale en 2006.

C. Asie et Pacifique

Informer

17. Les pays asiatiques se sont efforcés de mieux informer par des actions de recherche et de formation. Le Népal a élaboré des études sur des questions telles que le microfinancement dans des situations de conflit, l'amélioration de l'accès des institutions de microfinancement aux régions reculées et la viabilité de l'épargne informelle et des groupes de crédit. Les activités de formation et de renforcement des capacités ont surtout porté sur les organismes de microfinancement, au moyen notamment des programmes d'enseignement à distance élaborés par le FENU. L'Ouzbékistan a réalisé une enquête sur les organismes de microfinancement, qui a servi de base à l'élaboration d'un projet de décret. Le Bangladesh a publié un livre intitulé « Situation du microcrédit ».

18. Aux Philippines, on a organisé un grand nombre de stages de formation sur le microfinancement et tenu plusieurs séminaires pour encourager l'échange de données d'expérience et de nouvelles technologies entre les divers acteurs. Oman a organisé, en collaboration avec l'OIT, un atelier sur les meilleures pratiques en matière de microfinancement, ainsi que des rencontres avec des personnes en quête d'emploi afin de les convaincre de recourir au microfinancement. Le comité national de l'Azerbaïdjan a organisé des services de marketing et de formation et offert des conseils et une assistance juridique pour favoriser le développement de la microentreprise. Le comité national de la Mongolie a élaboré un guide de formation, créé une base de données concernant les institutions de microfinancement et établi un système local de cote de crédit des organismes de microfinancement ainsi qu'un centre de compétence pour le microfinancement.

Sensibiliser

19. An Azerbaïdjan, au Bangladesh, au Bhoutan, en Indonésie, en Mongolie, au Népal et aux Philippines, des cérémonies et des manifestations ont été organisées à l'occasion du lancement de l'Année. Ces manifestations ont le plus souvent été marquées par la présence du chef de l'État ou du chef du gouvernement ou d'autres hauts responsables. Des cérémonies de clôture ont été organisées en Australie, en Azerbaïdjan, au Bangladesh et aux Philippines.

20. De très nombreux séminaires et conférences se sont tenus au long de l'Année. Le comité national indonésien a organisé une conférence de deux jours sur « Les services financiers et la reconstitution des moyens de subsistance à Aceh ». Parmi les nombreux séminaires et conférences organisés en Afghanistan, on citera notamment une conférence internationale sur le développement des services financiers en faveur des pauvres au Pakistan et en Afghanistan. La Thaïlande a accueilli une conférence internationale de haut niveau sur le développement de l'économie locale : le microfinancement au service de la croissance et de l'épanouissement des personnes. Au Népal, on a organisé un programme interactif d'une demi-journée sur les liens entre le microfinancement et les objectifs du Millénaire pour le développement. La Development Finance Corporation du Bhoutan a tenu un atelier, tandis que le comité national de ce pays a organisé des expositions lors de forums sur le microfinancement.

21. Au nombre des manifestations organisées en Chine, on citera un atelier régional sur le microfinancement et la promotion de la femme, qui s'est penché sur la possibilité de créer un réseau asiatique sur le microfinancement. Le comité national de Mongolie a organisé une série de réunions, tables rondes et conférences auxquelles ont participé divers acteurs, dont notamment un sommet national sur le microcrédit et la microentreprise. Une de ces réunions a abouti à la création d'un réseau sur le microfinancement composé d'universitaires et de chercheurs dans le domaine du microfinancement. En Israël, des ateliers sur le microcrédit se sont tenus à l'intention de participants venant de 28 pays. Le comité national turc a organisé des tables rondes thématiques tous les mois. L'Ouzbékistan a, quant à lui, tenu une table ronde sur les possibilités offertes au secteur du microfinancement dans le pays.

22. En Azerbaïdjan, au Bangladesh, au Népal et aux Philippines, des foires ou expositions spéciales ont été organisées pour promouvoir les produits fabriqués par des artisans ayant bénéficié de microfinancement. En Mongolie, une banque a ouvert dans la capitale un magasin de produits fabriqués grâce à des microfinancements. Des foires au crédit ont été mises en place en Azerbaïdjan afin d'aider les personnes à faible revenu qui n'avaient pas accès aux services financiers. En Indonésie, plusieurs villes ont abrité une caravane, qui a été conçue pour aider les microentreprises et les petites et moyennes entreprises à accéder aux services financiers des banques commerciales.

23. La plupart des pays ont mis à contribution les médias pour faire connaître l'Année. Des éditions spéciales, des rapports et des articles ont été publiés dans la presse nationale au Bangladesh, au Népal, en Ouzbékistan et aux Philippines. Les chaînes de radio et de télévision du Bangladesh, de la Mongolie et du Népal ont diffusé des débats et des reportages sur les réussites de personnes ayant bénéficié d'un microfinancement. En Mongolie, la radio a diffusé une série de programmes sur le lancement d'une entreprise. Des documentaires sur le microfinancement ont

été diffusés au Bhoutan, au Népal et au Pakistan. L'Australie, l'Azerbaïdjan, la Mongolie, l'Ouzbékistan et les Philippines ont créé des sites Web sur l'Année. La Turquie a, quant à elle, créé un centre virtuel d'information sur le microfinancement.

24. Plusieurs pays ont mis en place des dispositifs novateurs pour sensibiliser au microfinancement. Le Népal a récompensé par des distinctions nationales les chefs de microentreprises ayant obtenu des résultats excellents ainsi que les personnes et les journaux ayant présenté les meilleurs dossiers sur le microfinancement. Des distinctions spéciales, venant s'ajouter souvent au Global Microentrepreneurship Awards (prix du meilleur chef d'entreprise) ont été décernées au Bangladesh, en Mongolie et au Pakistan. Des concours de dissertations sur le microfinancement ont été organisés au Bangladesh, en Indonésie et au Pakistan. Le Bangladesh a également émis des timbres commémoratifs, distribué des calendriers et des agendas portant le slogan de l'Année et organisé une manifestation ainsi que des représentations théâtrales. En Australie, une enveloppe préoblitérée et un signet portant le logo de l'Année ont été produits, et plusieurs manifestations ont été organisées en vue de sensibiliser davantage les jeunes et les étudiants. Le Comité national chinois a élaboré plusieurs publications, dont une brochure rassemblant les récits personnels de clients du microfinancement. Le Comité national mongol a prévu de lancer une caravane itinérante afin de développer le microfinancement dans les zones rurales. Les Philippines ont émis un billet de banque de 20 pesos portant le logo de l'Année et ont utilisé un indicatif pour promouvoir l'Année.

Mobiliser

25. Plusieurs pays ont procédé à un examen de la réglementation portant sur les institutions de microfinancement afin d'assurer une plus grande transparence, la fiabilité et la croissance du secteur. Le Bangladesh a élaboré des directives opérationnelles pour le contrôle, le suivi et l'évaluation des résultats ainsi que des normes en matière de vérification et de gestion. Un organisme de réglementation indépendant sera créé lorsque le Parlement promulguera la législation nécessaire. Aux Philippines, un ensemble harmonisé de normes d'exploitation pour toutes les institutions de microfinancement a été défini et la Philippine Declaration on Microfinance (Déclaration des Philippines sur le microfinancement) a été adoptée en tant que plan d'action pour le développement futur du microfinancement dans le pays. En Ouzbékistan, le Président a signé deux décrets visant à stimuler le développement du secteur du microfinancement. La Banque centrale du Népal s'est engagée à créer un organisme intermédiaire de second rang pour assurer la bonne supervision, le contrôle et le développement des institutions de microfinancement. Le Comité national de ce pays réexamine à l'heure actuelle sa législation afin de faciliter le développement des institutions de microfinancement et assurer des services de microfinancement durables.

26. Le Comité national de l'Azerbaïdjan a analysé les problèmes liés au microfinancement et la législation connexe. En Mongolie, le Comité national a examiné les lois qui ont une incidence sur le microfinancement, notamment celles portant sur la fiscalité, les finances et le marché hypothécaire. Le Comité national de la République islamique d'Iran a mené des actions pour l'intégration du microcrédit dans les programmes de développement nationaux. Le Comité national de la Turquie a collaboré avec le Gouvernement afin de mettre en place des systèmes juridiques, fiscaux et de réglementation qui favorisent le

microfinancement ainsi qu'avec le secteur privé afin de créer des débouchés commerciaux qui renforcent l'économie au moyen d'investissements dans les collectivités locales. En Australie, des membres du Comité national ont participé à l'élaboration de recommandations sur le microfinancement en vue de la rédaction d'un livre blanc sur l'avenir du programme d'aide extérieure de l'Australie.

27. Au Bangladesh, une instance suprême a été constituée afin de fournir une assistance tant financière que technique aux institutions de microfinancement. La Banque centrale du Népal a mis en place un Fonds national du microfinancement et a entrepris de convertir un fonds existant en un organisme de crédit de masse afin d'améliorer l'accès au financement par le biais des institutions de microfinancement. La Mongolie a aidé les institutions de microfinancement à s'intégrer aux réseaux nationaux et internationaux et a constitué un Fonds d'investissement et de développement à l'intention des entreprises qui avaient des difficultés à se procurer des fonds. Des initiatives visant à promouvoir le microcrédit ont également été lancées dans le cadre du projet « Entreprise Mongolie », élaborée par le Ministère de l'industrie et du commerce en association avec le PNUD.

28. Le Bhoutan a lancé le premier programme d'épargne en faveur des populations des zones rurales qui n'ont pas accès aux services bancaires ou qui n'y ont qu'un accès limité. Un certain nombre de programmes et de fonds visant à favoriser la lutte contre la pauvreté et à développer l'esprit d'entreprise ont été institués en Thaïlande. À partir de 2005, quelque 304 microentreprises au Brunéi Darussalam ont bénéficié du Programme de financement du microcrédit. L'État du Koweït a manifesté son attachement aux petites entreprises en mettant en place le Fonds national d'investissement et la compagnie koweitienne pour le développement des petites entreprises. Le Gouvernement libanais a intégré le microcrédit dans ses politiques économiques en tant que moyen d'aider les groupes défavorisés.

D. Europe

Informer

29. La International Association of Social and Credit Unions a servi de principal interlocuteur pour la promotion des activités en Espagne à l'occasion de l'Année internationale du microcrédit. Soucieuse de mieux informer, elle a organisé une réunion nationale sur le microfinancement afin de mettre en commun les expériences, de cerner les difficultés et de trouver des solutions; elle a en outre prévu un congrès européen sur le microcrédit. En Espagne et en Moldova, des manuels de référence détaillés sur le microfinancement, à l'usage de la profession, ont été publiés. Le Comité national bulgare a organisé un certain nombre de tables rondes et de conférences pour recenser les obstacles au bon fonctionnement du microfinancement dans ce pays. Le document final qui a été publié récapitule les enseignements tirés et contient des recommandations portant sur la réglementation et le fonctionnement du secteur.

30. En Allemagne, en France, en Moldova, en Pologne et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les comités nationaux et les pouvoirs publics ont organisé des conférences et des tables rondes pour explorer les moyens de rendre les microfinancements plus accessibles et d'en optimiser les bienfaits pour les clients. La Bosnie-Herzégovine a tenu des tables rondes pour étudier la nécessité

de promulguer de nouvelles lois relatives aux microprêts tandis que la Pologne a procédé à un sondage sur l'élargissement des services financiers aux pauvres et aux microentreprises.

Sensibiliser

31. Le Comité national luxembourgeois et la Plate-forme néerlandaise pour le microfinancement ont lancé des campagnes d'information destinées surtout à sensibiliser le monde de la finance, notamment les banques commerciales, à la question du microcrédit. Des représentants de l'État, des institutions financières internationales et de la profession ainsi que des particuliers y ont participé en grand nombre. Le Comité national français, avec la coopération des pouvoirs publics, de la société civile, de la Kreditanstalt für Wiederaufbau allemande et du Ministère du développement international du Royaume-Uni ont organisé une conférence internationale à Paris sur l'ouverture du microcrédit. Y ont participé plus de 600 personnes – des représentants de l'État, de banques centrales, d'institutions de microfinancement et de la profession ainsi que des étudiants.

32. En Allemagne, en Belgique, en Bulgarie, en Italie, au Luxembourg et aux Pays-Bas, des activités telles que la rédaction d'articles et des publications sur le microfinancement ainsi que la création de sites Web ont servi à sensibiliser le public. En Allemagne, des documentaires ont été réalisés pour la télévision. En Italie, en Moldova et en Pologne, des campagnes d'information ont retracé et célébré les fleurons des microentreprises, tandis que des salons et des expositions ont mis à l'honneur les petites entreprises à l'occasion de l'Année internationale du microcrédit. En France, le Comité national a organisé une Semaine du microcrédit, avec des forums et des kiosques d'information à l'intention des porteurs de projet; il y a eu des reportages à la télévision nationale, des messages à la radio et des affiches.

33. Pour souligner le rôle de plus en plus important des banques commerciales dans le microfinancement, des activités ont été organisées sur les places boursières d'Italie, des Pays-Bas et de Pologne pour célébrer l'Année internationale du microcrédit. Plusieurs femmes chefs d'entreprise du Cambodge ont été invitées à participer au rendez-vous donné à la bourse d'Amsterdam. À Rome, c'est le Fonds international de développement agricole, en partenariat avec le Comité national italien, qui a organisé l'activité qui s'est déroulée à la bourse des valeurs.

Mobiliser

34. La principauté de Monaco, le Comité national belge et le Royaume-Uni, par l'entremise du Ministère du développement international, se sont attachés à favoriser l'ouverture des services financiers aux exclus dans les pays en développement. Conférences et rendez-vous portant sur les partenariats à nouer et l'ouverture du microfinancement ont été organisés à l'occasion de l'Année internationale du microcrédit. Les comités nationaux italien et letton ont montré qu'ils s'attachaient à encourager le microfinancement en mobilisant le secteur financier et en démocratisant les services financiers. Une série de tables rondes a été organisée en Italie pour familiariser les institutions bancaires avec le microfinancement et discuter de sa place dans la société italienne et dans la région. La Banque du crédit agricole et des prêts hypothécaires a créé une nouvelle

direction, ayant pour nom ALTU, chargée d'administrer les programmes d'appui au microcrédit.

35. À l'occasion de l'Année internationale du microcrédit, le Comité national hongrois et le Gouvernement ukrainien ont mis l'accent sur le développement des petites entreprises dans leurs plans d'action. Des stratégies ont été dessinées pour améliorer le cadre juridique des institutions de microfinancement, et des plans ont été mis en route pour accompagner les porteurs de projet et leur apporter un concours technique et financier. L'interlocuteur pour la Bosnie-Herzégovine a organisé plusieurs activités qui ont permis aux acteurs du domaine, tous niveaux confondus, d'évaluer les lois qui régissent le microfinancement. Une table ronde consacrée à la création d'un cadre juridique adapté pour le fonctionnement du secteur du microfinancement en Bosnie-Herzégovine a eu lieu à Sarajevo et d'autres réunions ont été organisées avec des ministères pour évaluer le cadre juridique du microfinancement. Le Gouvernement géorgien a pris des mesures pour jeter les bases législatives du microfinancement en définissant le microcrédit et le microfinancement et est en train d'élaborer un projet de loi sur les organisations qui se consacrent au microfinancement. Le Bélarus a également pris des mesures tendant à améliorer la législation relative au microfinancement et à élargir l'accès au crédit et l'information. L'octroi de crédits aux petites et moyennes entreprises au Bélarus se fait conjointement avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, et, en 2005, une nouvelle méthode, plus rapide, a été mise en place pour approuver les prêts de moins de 3 000 dollars.

E. Amérique latine et Caraïbes

Informer

36. Les pays de la région se sont efforcés de mieux informer en effectuant des recherches et en constituant des bases de données sur le microfinancement. Le Comité national argentin a fait des recherches sur l'évolution du microfinancement et les tendances qui se dessinent dans ce domaine et il a élaboré des indicateurs montrant son impact socioéconomique. Le Chili a fait faire des recherches sur l'accès au microfinancement et les obstacles auxquels cette formule se heurte au niveau des structures; il a aussi formulé des recommandations pour améliorer le microfinancement. La Jamaïque a organisé une série de quatre concertations régionales sur les technologies de l'information, le tourisme, l'agriculture et l'industrie manufacturière ainsi que sur les perspectives du microfinancement et le développement des microentreprises. En Bolivie, un ouvrage a été publié sur la récente évolution du microfinancement dans ce pays; il y était question du financement du capital-risque, des moyens juridiques novateurs et du développement des microprêts et de la microassurance.

37. Le Panama a créé des fichiers renfermant les données de plusieurs organismes qui octroient des crédits, notamment les banques, les ONG et les coopératives. Une base de données constituée en Bolivie contient des renseignements sur la situation financière de ceux qui y accordent des microfinancements. Le Comité national colombien a dressé un inventaire des études réalisées entre 2003 et 2005, soit 4 publications et 20 études, à l'occasion de l'Année internationale du microcrédit.

Sensibiliser

38. La plupart des pays de la région ont organisé des forums ou séminaires à l'occasion de l'Année internationale du microcrédit pour faire connaître le microfinancement. En octobre 2005, la Bolivie a accueilli le huitième Forum interaméricain sur la microfinance qui avait pour thème « Faire reculer les frontières du microfinancement en Amérique latine ». La Banque interaméricaine de développement, qui a organisé ce rendez-vous, a passé en revue ce qui a été accompli pendant l'Année internationale du microcrédit. El Salvador a organisé deux forums – l'un sur l'utilisation productive des envois de fonds et l'autre pour recenser les méthodes qui facilitent le microfinancement – ainsi que deux salons destinés à rapprocher les institutions de microfinancement et les chefs de microentreprise dans les régions déshéritées. Plusieurs conférences et séminaires se sont déroulés en divers lieux de l'Équateur afin de discuter du microfinancement comme mécanisme permettant d'élargir et de pérenniser le secteur financier et de recenser les stratégies servant à intégrer des produits innovants dans le domaine du microfinancement. Le Comité national argentin a organisé deux ateliers sur la viabilité et l'encadrement réglementaire du microfinancement dans ce pays. En Jamaïque, le Comité national a publié un document de réflexion et organisé une table ronde sur le microfinancement comme outil dans la lutte contre les catastrophes à l'occasion de la Journée internationale de la prévention des catastrophes naturelles. Le Comité national colombien a organisé divers rendez-vous et séminaires régionaux de grande envergure ainsi qu'une série d'ateliers afin de formuler des recommandations tendant à améliorer les politiques nationales en faveur des microentreprises. Au Mexique, le Président du pays a assisté au Forum de haut niveau sur le microfinancement et le développement ainsi qu'à la quatrième Réunion nationale sur le microfinancement, qui avaient pour thème principal la qualité du crédit.

39. Le Chili, la Colombie, le Panama et la Trinité-et-Tobago ont fait la promotion de l'Année internationale du microcrédit dans leurs médias ou ont publié des communiqués. L'Argentine, El Salvador et le Nicaragua ont établi des bulletins d'information qui ont été distribués aux institutions, aux syndicats et aux chefs d'entreprise. La Colombie et le Panama ont créé des sites Web pour faire connaître le microfinancement et l'Année internationale du microcrédit. D'autres pays, l'Argentine notamment, ont fait confectionner des affiches. Le Comité national colombien a réalisé une émission de télévision et il est en train de créer un programme d'études universitaires supérieures en microfinancement de concert avec une université colombienne. Le Nicaragua a fait imprimer des timbres-poste pour célébrer l'Année internationale du microcrédit et son Comité national a organisé diverses cérémonies de remise de prix, notamment le prix du journalisme nicaraguayen sur la recherche portant sur le microfinancement et le prix de la recherche sur le microfinancement, décerné à des étudiants.

Mobiliser

40. L'Équateur et le Guatemala mobilisent des appuis en faveur du microfinancement en examinant le cadre réglementaire et juridique des services de microfinancement. En Jamaïque, des concertations ont eu lieu entre le Ministre des finances et de la planification, le Parrain de l'année et des acteurs du monde des finances concernant le cadre d'action et le cadre réglementaire ainsi que la mise en place d'un système financier accessible à tous.

41. En El Salvador, le programme « Votre crédit » vise à apporter un concours à ceux qui habitent les régions déshéritées du pays en accordant des microprêts totalisant 8,6 millions de dollars. En outre, une commission permanente du microfinancement a été créée. À la Trinité-et-Tobago, le Conseil des ministres a convenu de prévoir une dotation de 1 150 000 dollars dans le cadre du Programme d'investissement du secteur public à l'occasion de l'Année internationale du microcrédit. Son Comité national est en train d'élaborer un programme parascolaire destiné à sensibiliser les lycéens au microcrédit et à la création d'entreprise. Le Comité national mexicain a facilité le lancement de 10 institutions de microfinancement, tandis que la Société financière nationale de l'Équateur accorde un concours technique aux établissements financiers et coopératives et renforce leurs moyens.

F. Amérique du Nord

Informer

42. Le Comité national américain a parrainé plusieurs activités, dont une conférence destinée à faire connaître les pratiques exemplaires du monde entier en matière de microcrédit. Une autre conférence sur le microfinancement s'est tenue à Washington à l'intention de la profession et des étudiants dans le secteur public et privé. Le Comité national canadien a également organisé une conférence-débat internationale à Ottawa.

Sensibiliser

43. Au Canada, plusieurs activités ont été réalisées à l'occasion de l'Année internationale du microcrédit. Les manifestations qui ont eu lieu partout dans le pays à l'occasion de la Journée nationale de la microfinance le 20 octobre 2005 ont eu un grand retentissement. Un dossier d'information sur le microcrédit a été lancé à Vancouver et un dimanche « Oikocredit » dans les églises canadiennes a fait l'objet d'une campagne de promotion nationale. Des conférences ont eu lieu dans les collèges et universités pour sensibiliser les esprits et nouer un dialogue entre la jeunesse, les milieux universitaires, les chefs de microentreprise, les ONG et le secteur privé au sujet du microfinancement. Le Comité national américain a apporté son concours à bon nombre de séminaires, d'échanges et d'actions de sensibilisation concernant le microfinancement, de concert avec divers groupes dans le monde entier.

Mobiliser

44. Les membres du Comité national américain ont apporté leur soutien à des partenariats entre État, secteur privé et ONG pour élargir les débouchés économiques des pauvres. L'organisme USAID a aidé des États à mettre au point les outils nécessaires pour améliorer le cadre d'action pour les microfinancements. Le Comité national, ainsi que des représentants du Département d'État, de l'Agency for International Development (USAID) et du Ministère des finances ont collaboré pour apporter un concours à une nouvelle initiative du Groupe des Huit en faveur du microfinancement afin de renforcer le cadre d'action et améliorer les perspectives dans l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. L'Association Investissement Responsable, canadienne, s'est employée à jeter des ponts entre les

organisations internationales canadiennes et les autres afin d'approfondir le dialogue sur le microfinancement.

IV. Activités au niveau international

A. Communication et promotion

45. En étroite collaboration avec le Département de l'information, le Comité de coordination a créé un logo frappant et le slogan « Building inclusive financial sectors » (Mise en place de secteurs financiers accessibles à tous), qui ont été utilisés pour promouvoir l'Année internationale. Le site Web officiel[5], créé en collaboration avec le secteur privé et d'autres partenaires, a communiqué de nombreuses informations sur tous les aspects de l'Année, et a fourni des ressources et toute une série d'outils interactifs. Le site a enregistré près de 25 000 visiteurs en moyenne par mois, provenant de plus de 144 pays.

46. La publication, dans le numéro de novembre 2005 de *The Economist*, d'une enquête sur le microfinancement a marqué un point fort des activités de communication dans les médias. En outre, un documentaire indépendant intitulé *Microfinance: In Their Own Voices* (Le microfinancement : ils ont la parole) a présenté l'expérience personnelle de clients et l'effet positif que des prêts modestes peuvent avoir sur le sort des pauvres.

47. *Microfinance matters* (Questions de microfinancement), publication électronique mensuelle du FENU qui a pour mission de communiquer avec les États Membres, les comités nationaux, les organismes des Nations Unies et les partenaires dans le domaine du microfinancement, a été lancée en janvier 2004 et comptait près de 8 000 abonnés directs à la fin de 2005. Cette publication est ouverte aux lettres de lecteurs, offre un lieu de discussion et de débat et présente des entretiens avec des personnalités du monde du microfinancement, des interventions de spécialistes régionaux, des portraits de clients du microfinancement et des éditoriaux de personnalités internationales influentes.

48. Le Forum des microentrepreneurs a constitué une autre initiative internationale importante de l'Année, avec pour objectif de faire connaître l'importance des microentrepreneurs. Une collection de 25 produits en provenance du Bangladesh, de Colombie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine et du Rwanda et portant le logo de l'Année a été vendue en ligne[6].

B. Le projet « Livre bleu »

49. Dans le cadre de l'Année, l'ONU a réuni de nombreux décideurs mondiaux et dirigeants du secteur financier afin d'examiner les raisons pour lesquelles la plupart des pauvres de la planète n'avaient pas accès aux services financiers de base. Ces consultations mondiales ont fait intervenir des gouvernements, des organisations internationales, des institutions financières, le secteur privé et la société civile, représentant plus de 100 pays. Des consultations régionales ont eu lieu en Asie, au

---

[5] <www.yearofmicrocredit.org>.

[6] <www.shopmicro.org>.

Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine, avec l'aide de la Banque africaine de développement, du Réseau d'institutions africaines de microfinancement, de la Banque asiatique de développement et de nombreuses autres institutions de développement et institutions de microfinancement. Un questionnaire en ligne et une conférence électronique ont été en outre élaborés afin de recueillir les apports des personnes qui n'ont pas pu participer à ces consultations régionales. Une réunion mondiale organisée en mai 2005 par l'OIT à Genève a marqué le couronnement des consultations.

50. Cette initiative d'une durée d'un an a débouché sur la publication du rapport *Building Inclusive Financial Sectors for Development* (Mise en place de secteurs financiers accessibles à tous en faveur du développement[3], appelé également le « Livre bleu ». Ce document présente les résultats des consultations menées au niveau mondial et examine les problèmes liés à la mise en place de secteurs financiers sans exclusive. Il analyse de manière convaincante les raisons pour lesquelles la grande majorité des populations n'ont toujours pas accès à des services financiers de qualité. Le document présente également le projet nouveau d'un secteur financier sans exclusive et propose une série d'outils d'intervention que les gouvernements pourraient utiliser pour élargir la portée du secteur financier dans leurs propres contextes. Il souligne combien il importe de mettre en place un projet national de financement sans exclusive et insiste sur la nécessité de la coopération de toutes les parties prenantes. Par ailleurs, il examine d'importants problèmes de politique générale, de réglementation et de contrôle sur lesquels tous les décideurs devront se pencher.

51. Le « Livre bleu » constitue un outil et un guide précieux à l'intention des décideurs des pays en développement qui cherchent à mettre en place des secteurs financiers accessibles à tous. Il constitue en outre une référence qui doit permettre aux États d'examiner ensemble des stratégies, de mettre en commun des pratiques optimales et d'améliorer les procédures, tout en se voulant un guide pour le dialogue national entre parties prenantes. Des secteurs financiers sans exclusive devraient fournir aux pauvres ainsi qu'aux microentreprises et aux petites entreprises un accès à un large éventail de services financiers. Cette amélioration de l'accès aux services financiers devrait avoir pour effet de susciter la croissance économique et le développement, de réduire la pauvreté et de réaliser des progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

52. Le FENU et le PNUD sont prêts, grâce à la formule présentée dans le « Livre bleu », à entreprendre la mise en place de secteurs financiers sans exclusive en Afrique. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) se propose également de promouvoir l'accès, aux hommes comme aux femmes, ainsi que l'efficacité d'un large éventail de produits et services financiers destinés aux pauvres des zones rurales.

C. Le projet de collecte de données

53. Sous les auspices de l'Année, l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), agissant en collaboration avec le Département du développement international du Royaume-Uni et le FinMark Trust d'Afrique du Sud, ont mis en place un groupe de travail chargé d'examiner les déficits actuels en matière d'information et de définir les indicateurs d'accès

nécessaires pour réunir et évaluer les données provenant d'enquêtes existantes tout en définissant des notions de base qui serviront à de futures opérations de collecte.

54. Une étude a été réalisée pour mettre à l'épreuve les indicateurs et les méthodes d'enquête afin d'en déterminer la précision, ainsi que pour commencer à rassembler des informations au sujet de l'accès aux services financiers. Cette étude a consisté à mesurer l'accès des ménages et des institutions aux services financiers dans 99 pays en partant des données réunies par les services de réglementation bancaire et les a comparées aux données des enquêtes sur les entreprises et les ménages provenant des mêmes pays. Les résultats de cette étude ont donné une première idée chiffrée des secteurs financiers des pays en développement et ont présenté des renseignements sur la corrélation entre la pénétration du secteur bancaire et les taux d'utilisation par les entreprises et les ménages des services financiers, ainsi que l'accès à ces services. L'étude a établi que le taux de pénétration du secteur financier suivait de près le niveau de développement du secteur financier, des institutions et des infrastructures des différents pays, et a conclu que des niveaux de pénétration élevés correspondaient aux niveaux supérieurs des indicateurs types de développement économique.

55. La Banque mondiale, le Département du développement international du Royaume-Uni et FinMark travaillent actuellement à des formules communes d'enquête sur l'accès des pauvres aux services financiers, en particulier en Afrique. En partant de cette initiative, des activités sont en cours pour conduire une série d'enquêtes sur l'accès aux services financiers dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Une opération plus vaste et plus formelle de collecte et d'analyse de données est à l'étude.

D. Global Microentrepreneurship Awards

56. Le programme Global Microentrepreneurship Awards (programme mondial d'octroi de prix à des chefs de microentreprises) a été créé en 2004 par des étudiants, en collaboration avec des organisations de microfinancement, le secteur privé, des ONG et des organismes des Nations Unies. Ce programme vise essentiellement à sensibiliser au microfinancement en faisant connaître les talents et les apports des microentrepreneurs, en particulier ceux d'entre eux qui pourraient bénéficier d'un accès au financement. Pas moins de 425 institutions de microfinancement ont proposé près de 3 700 personnes en vue de l'octroi des prix, et ceux-ci ont été largement couverts par les médias mondiaux. Les critères de sélection étaient l'innovation, le rôle social du microentrepreneur, l'amélioration de la qualité de vie, la création d'emplois et l'utilisation de technologies . Neuf chefs de microentreprises d'Afghanistan, du Bangladesh, de Chine, d'Inde, du Libéria, du Malawi, du Pérou, de la Sierra Leone et d'Afrique du Sud ont reçu un prix lors d'une cérémonie organisée à New York.

E. Forums internationaux

57. La cérémonie d'ouverture de l'Année a eu lieu au Siège de l'ONU le 18 novembre 2004 et a donné lieu à des déclarations de bénéficiaires de microfinancement ainsi qu'à des tables rondes de haut niveau. Les bourses de 15 pays ont organisé des cérémonies pour marquer l'importance du

microfinancement en tant qu'instrument de réduction durable de la pauvreté et en tant que possibilités d'investissements pour le secteur financier. La clôture officielle de l'Année a eu lieu lors du Forum international sur la mise en place de secteurs financiers sans exclusive, qui s'est tenu du 7 au 9 novembre 2005 et a réuni plus de 700 représentants venus de 90 pays. À cette occasion, neuf tables rondes ont été organisées et ont suscité un débat sur des questions diverses telles que le rôle que peut jouer le microfinancement dans les pays se relevant d'une catastrophe, le rôle du secteur privé, l'impact de la technologie sur le microfinancement, la commercialisation du microfinancement et le secteur du microfinancement particulier à l'Afrique. Grâce à ces tables rondes qui ont réuni des représentants d'institutions financières multinationales et nationales, les participants ont examiné les mesures concrètes à prendre pour améliorer l'accès aux services financiers pour les personnes dont la demande n'est pas satisfaite.

58. Le Forum s'est terminé par un séminaire sur la réglementation et le contrôle, accueilli par la Banque fédérale de New York et coparrainé par le Département bancaire de l'État de New York et le FENU. Les débats ont porté sur la recherche d'un équilibre entre contrôle et réglementation, d'une part, et innovation et souplesse de l'autre, afin de favoriser la croissance du microfinancement.

F. Système des Nations Unies

59. Plusieurs fonds et programmes, commissions régionales et institutions spécialisées des Nations Unies ont participé activement à l'Année internationale et ont mené une série d'activités dont l'introduction du microfinancement dans les activités de projets, l'organisation d'ateliers et de conférences et l'établissement de rapports et documents. La FAO a constaté qu'en encourageant le microfinancement et le financement rural dans l'élaboration de ses projets, elle pouvait mieux comprendre les problèmes et lancer d'autres activités analogues. Elle a également soutenu des activités visant à élaborer des stratégies efficaces de microfinancement liées aux catastrophes en mettant plus particulièrement l'accent sur le relèvement des pêcheries et de l'aquaculture dans les pays touchés par le tsunami. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a indiqué que certains de ses projets et programmes comportaient un élément de microcrédit lancé en partenariat avec des gouvernements, d'autres organismes du système des Nations Unies et des organisations de la société civile.

60. Le PNUD et le Centre africain pour la promotion de la femme, de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), ont lancé et financé le mécanisme de développement des entreprises en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest pour aider les femmes chefs d'entreprise à trouver des possibilités de microcrédit, constituer des partenariats avec d'autres associations et partager leurs compétences commerciales. En partenariat avec le Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres, le FIDA a financé le Fonds d'encouragement des innovations en faveur des populations rurales pauvres, mécanisme qui finance les institutions de microfinancement faisant preuve d'innovation pour offrir des services financiers dans les zones rurales.

61. Plusieurs organismes du système des Nations Unies ont organisé des ateliers et réunions au cours de l'année. La FAO a organisé trois grands ateliers régionaux au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie, qui ont été l'occasion de partager des

idées novatrices et des données d'expérience ainsi que de constituer des partenariats entre institutions financières rurales, banques agricoles et organismes de microfinancement. Le FIDA a accueilli à Washington un séminaire consacré aux partenariats à but lucratif et à but non lucratif en matière de microfinancement. En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et les bureaux de pays du PNUD, le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord a organisé au Maroc un atelier sur le thème « Femmes : source de prospérité et de création d'emplois ». Les participants ont établi que le savoir traditionnel, les services sociaux et les technologies de l'information et de la communication étaient des domaines clefs où les institutions de microfinancement devraient renforcer le potentiel et les capacités des femmes. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et le Département des affaires économiques et sociales ont organisé à Bangkok une table ronde sur la pauvreté et le microfinancement, qui a examiné la nécessité de mettre en place des secteurs financiers ouverts à tous aux fins de l'élimination de la pauvreté. La Banque mondiale et le Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres ont coorganisé plusieurs conférences stratégiques de haut niveau en Europe et en Asie du Sud.

62. De nombreuses organisations ont effectué des travaux de recherche et établi des rapports consacrés au microfinancement, ou ont intégré la question dans leurs publications périodiques. Le Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres a réalisé plusieurs projets de recherche sur les questions critiques touchant les services financiers à l'intention des pauvres, comme les répercussions du plafonnement des taux d'intérêt, le rôle de l'investissement étranger, l'offre et la demande de crédit, le niveau de pauvreté des épargnants et la concurrence et l'efficacité. Le Groupe consultatif continue de diffuser des conclusions, données et enseignements tirés de ces initiatives en matière de recherche. Le FIDA a lancé des travaux de recherche sur le terrain consacrés aux pratiques optimales des associations de services financiers en Afrique et aux méthodes efficaces de suivi des résultats parmi les groupes d'entraide en Inde. Son programme de recherche sur le microfinancement et la gestion des ressources naturelles est axé sur l'interaction entre la promotion des services financiers et la gestion durable des ressources naturelles. Le FIDA a produit une série de sept publications sur le financement rural à l'intention des parties prenantes internes et externes. Ces publications sont consacrées aux problèmes critiques du financement du développement, et notamment la bonne gestion des institutions et les aspects particuliers du financement agricole, ainsi que des questions telles que les envois de fonds et les évaluations des résultats dans le domaine social.

63. La FAO a étudié et documenté les nouvelles tendances et innovations concernant les liens entre le secteur financier officiel et les organisations rurales et de microfiancement. Elle a également consacré des publications au microfinancement et aux petites entreprises forestières, aux innovations en matière d'assurance et au microfinancement, à l'égalité des sexes et au VIH/sida, et a publié plusieurs notes d'information sur les aspects du microfinancement liés aux ménages vivant de la pêche, l'assurance-récolte, le financement à terme et la conception des politiques. La FAO a par ailleurs élaboré une série de modules de formation sur les services financiers à l'intention des microentrepreneurs des zones rurales, qui constituent des ressources en ligne pour le grand public. Le FMI a examiné son rôle dans le développement du secteur financier et a envisagé de l'élargir au moyen du

microfinancement, et a par ailleurs consacré deux documents de sa série de documents de travail à cette question. À l'occasion de l'Année, l'ONUDI a diffusé de nouvelles utilisations de programmes de microfinancement et a publié un document de travail examinant les synergies entre son programme de développement en grappes et le microfinancement[7].

64. La CESAP a publié un document sur la mise en place de secteurs financiers accessibles à tous[8] et a présenté les possibilités et les problèmes liés à l'utilisation du microfinancement au service de la réduction de la pauvreté dans le *Rapport sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique, 2005*[9]. La publication phare de la CEA *Rapport économique sur l'Afrique, 2005 : relever le double défi du chômage et de la pauvreté en Afrique*[10] a examiné la question de la préparation du secteur financier au petit crédit. Il y est recommandé d'établir des registres de crédit afin de mieux équilibrer l'information et de faciliter ainsi l'accès des PME au crédit. Le *Rapport sur l'économie de l'information, 2005* de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)[11] souligne l'importance de l'information dans le domaine du crédit aux fins de l'amélioration du microfinancement et examine les possibilités en matière d'information électronique sur le crédit, de financement des échanges commerciaux et de financement électronique afin d'éliminer les déséquilibres liés à l'information qui sont susceptibles de limiter l'accès des PME au crédit.

65. L'Année internationale a encouragé la conduite d'activités dans le renforcement des capacités et le suivi du microfinancement. À l'occasion de missions consultatives, la CEA a encouragé les pays à faire du microfinancement un moyen de réduire la pauvreté. La FAO, le FIDA, la Banque mondiale et l'Agence allemande de développement ont financé en commun le Centre d'apprentissage sur la finance rurale, un site Web interactif en quatre langues consacré à la fourniture des meilleurs outils pour le renforcement des capacités dans le domaine de la finance rurale à l'intention des institutions de microfinancement et des institutions financières rurales, des praticiens et des décideurs. La FAO a formulé une série d'indicateurs sexospécifiques applicables au suivi, à l'évaluation et à l'étude d'impact du microfinancement. Le FIDA exige désormais de tous ses partenaires de financement rural qu'ils fassent rapport chaque année au sujet de huit indicateurs types financiers et de sensibilisation, ce qui marque un tournant important pour l'organisation, qui passe de l'information et du suivi axés sur les activités à l'information et au suivi axés sur les résultats.

66. Plusieurs organisations ont lancé des activités de promotion. En plus d'une série de messages radiodiffusés en trois langues visant les pays en développement, la FAO a participé à plus d'une dizaine de séminaires de formation au microfinancement et de manifestations de promotion visant de nombreux pays. Le microfinancement était présent dans le message de la FAO à la Journée

---

[7] Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (2005), *Combining Strengths: Synergies between Cluster Development and Microfinance*, Technical Working Paper Series n° 14, Vienne.

[8] Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (2006), *Microfinance for Poverty Reduction: Building Inclusive Financial Sectors in Asia and the Pacific*, Development Paper n° 27, publication des Nations Unies, numéro de vente : E.06.II.F.37.

[9] ST/ESCAP/2349, publication des Nations Unies, numéro de vente : E.05.II.F.10.

[10] Publication des Nations Unies, numéro de vente : 05.II.K.9.

[11] (UNCTAD/SDTE/ECB/2005/1), publication des Nations Unies, numéro de vente : F.05.II.D.19.

internationale des coopératives et constituait également le thème de la manifestation organisée par la FAO à l'occasion de la Journée internationale de la femme pour favoriser l'égalité des sexes dans la direction d'entreprises au moyen des institutions de microfinancement. Tous les courriers électroniques envoyés par le FIDA en 2005 contenaient un message au sujet de l'importance et des possibilités du microfinancement. La Banque mondiale a participé à la campagne de sensibilisation au microfinancement par l'intermédiaire du Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres qui, grâce à ses 33 membres donateurs, a élaboré et appuyé les principes fondamentaux du microfinancement qui ont fait l'objet d'une large diffusion. Dans le souci de sensibiliser les donateurs aux pratiques optimales et d'améliorer l'efficacité de l'action des donateurs dans le domaine du microfinancement, le Groupe consultatif a élaboré des directives traduisant en orientations pratiques et concrètes les enseignements tirés de 30 années d'appui à ce secteur.

67. Plusieurs organisations ont fait campagne en faveur d'une approche intégrée du microfinancement. Le FNUAP s'est associé à la campagne du Sommet sur le microcrédit pour appliquer une stratégie combinant le microfinancement et l'éducation en matière de santé génésique. Avec l'appui financier de la Fondation pour les Nations Unies et de Johnson & Johnson, les deux organisations ont mené des programmes de formation à l'intention de plus de 160 institutions d'Afrique et d'Asie, avec pour résultat que 46 institutions ont commencé à intégrer des services d'éducation sanitaire à leurs programmes de microfinancement. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a souligné l'importance de la combinaison du microfinancement et de la prestation de services sociaux afin de doter les pauvres des outils et des compétences qui doivent leur permettre d'améliorer leur qualité de vie. Elle a également examiné les moyens d'intégrer l'éducation de base et l'utilisation judicieuse de la science, de la technologie, de la communication et de l'information au microfinancement afin de maximiser l'efficacité des services financiers et d'obtenir des résultats durables.

68. D'autres organismes ont contribué de manière indirecte à la réalisation des objectifs de l'Année internationale en encourageant la création d'un environnement favorable au microfinancement. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), par exemple, s'est attaché à promouvoir les droits, l'autonomie et l'éducation des enfants, en particulier des filles. Si les enfants reçoivent une éducation et sont pris en charge, les mères et autres dispensateurs de soins ont la possibilité d'occuper un emploi rémunérateur, mais aussi les conditions sont en place pour que ces enfants puissent acquérir les compétences nécessaires pour réussir plus tard dans la vie en tant que microentrepreneurs. En outre, l'UNICEF a toujours appuyé des projets locaux dans différents pays, qui ont facilité l'accès des familles des femmes bénéficiaires d'un microcrédit aux services sociaux de base.

V. Conclusions et recommandations

69. L'Année internationale du microcrédit 2005 a été un succès remarquable et a largement contribué à améliorer, au niveau mondial, la sensibilisation au microcrédit et au microfinancement, qui constituent d'importants moyens de lutte contre la pauvreté et doivent aider à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. L'Année a servi de tremplin pour la mise en place de partenariats entre gouvernements, organisations du système des Nations Unies, institutions de microfinancement, secteur privé et autres acteurs. Elle a également constitué une

tribune efficace qui a servi à partager des données d'expérience et des pratiques optimales afin de mettre en place des secteurs financiers plus accessibles qui amélioreront l'accès des pauvres aux services financiers.

70. Les principales activités qui ont marqué l'Année internationale, en particulier le « Livre bleu » et le projet de collecte de données, ont eu un profond retentissement sur le renforcement de la volonté de créer des secteurs financiers accessibles à tous offrant à l'ensemble des populations des services financiers abordables. De surcroît, le programme Global Microentrepreneurship Awards (octroi de prix aux microentrepreneurs) a servi à célébrer et à récompenser les microentrepreneurs du monde entier et a aidé à favoriser l'esprit d'entreprise, à constituer des partenariats solides et à mettre en vedette les microentrepreneurs.

71. La dynamique suscitée par l'Année internationale a souligné le rôle que pouvaient jouer le microcrédit et le microfinancement dans l'élimination de la pauvreté, et a donné un nouvel élan à la mise en œuvre des pratiques optimales et aux actions menées pour mettre en place des secteurs financiers accessibles à tous afin de répondre aux besoins et aux demandes des pauvres de tous les pays. La constitution du Groupe de conseillers des Nations Unies sur les secteurs financiers accessibles à tous a constitué un résultat important de l'Année internationale. Le Groupe de conseillers a été créé pour un mandat de deux ans avec pour mission de fournir conseils et orientations à l'Organisation des Nations Unies, tout en recherchant les moyens de rendre un large éventail de services financiers accessibles aux pauvres et aux petites entreprises du monde entier.

72. **Devant le succès de l'Année internationale du microcrédit et compte tenu de la dynamique qu'elle a suscitée, l'Assemblée générale souhaitera peut-être envisager les recommandations suivantes :**

a) Engager les États Membres, le système des Nations Unies et toutes les parties prenantes à tirer pleinement parti du rôle du microcrédit et du microfinancement, qui constituent des outils d'élimination de la pauvreté, en faisant fond sur les partenariats constitués au cours de l'Année internationale, et veiller à ce que les pratiques optimales du secteur du microfinancement soient largement diffusées et appliquées;

b) Constater que la majorité des pauvres de la planète n'ont toujours pas accès aux services financiers et, à ce propos, saluer la constitution du Groupe de conseillers des Nations Unies sur les secteurs financiers accessibles à tous, chargé de favoriser la mise en place de secteurs financiers ouverts à tous afin de répondre aux besoins et aux demandes des pauvres de tous les pays, en tirant parti du succès du « Blue Book », *Building Inclusive Sectors for Development* (Livre bleu, mise en place de secteurs financiers accessibles à tous au service du développement), qui constitue un outil et un guide à l'intention des décideurs qui cherchent à mettre en place des secteurs financiers plus accessibles.